

# Contribution programmatische du GPS

A l'intention des candidats

## I Le monde a profondément changé

### L'ère du service : une évidence mondiale

Le XXI<sup>ème</sup> siècle, global et digital, porte à l'échelle planétaire l'émergence d'un nouveau paradigme : **l'ère du Service**.

À présent, la performance et la croissance des économies mondiales sans exception ne reposent plus exclusivement sur le développement industriel, mais notoirement sur le développement du service.

Ainsi, la richesse est-elle, pour une large part, créée par les activités de services. Et la place de l'Homme y est centrale, aussi bien comme « producteur » du service qu'en tant que « bénéficiaire » de ce service. Cette originalité est la marque de nos entreprises, qu'elles œuvrent pour les particuliers en 'BtoC', pour les entreprises en 'BtoB' ou pour les collectivités locales.

En Europe, **cette évidence incontestable depuis les années 70** s'exprime à la fois par le poids prépondérant du secteur des services marchands dans la valeur ajoutée et la création d'emplois de ces économies. Elle témoigne également de la place croissante du service dans l'avenir et la transformation des autres grands secteurs, que ce soit l'industrie, le commerce, la construction ou l'agriculture.

Étonnement, ce changement de paradigme majeur est rarement énoncé comme tel par les décideurs politiques, économiques et sociaux des différents pays développés alors même que la performance de leur économie repose en grande partie et souvent majoritairement sur les services et leur contribution majeure à l'avenir des autres grands secteurs.

Par ailleurs, **la révolution digitale amplifie cette mutation** car elle permet le développement exponentiel du service sous toutes ses formes. La révolution digitale est une révolution technologique éminemment « servicielle » par nature. Elle accompagne et nourrit la formidable mutation des comportements qui répond aux attentes des citoyens-consommateurs en quête de davantage de personnalisation, d'instantanéité et d'usage.

**On relève ainsi, en matière économique, un surprenant paradoxe entre une réalité objective incontestable et sa perception relative. Et ce décalage dommageable n'est pas sans incidence sur la capacité à comprendre, maîtriser et inventer l'avenir de notre pays.**

## L'ère du service : une évidence nationale

Notre pays illustre parfaitement ce paradoxe énoncé et l'urgence à être parmi les premiers à le résoudre. Aborder notre monde avec le prisme du service, c'est partir du bon énoncé. Tous les secteurs d'activités participent à la réussite nationale, chacun est essentiel. Pour autant, celui du service nourrit l'avenir de tous les autres.

### ● Le constat : La France est un grand pays de services dans le champ national et international, aussi bien dans les activités à forte valeur ajoutée que dans les activités à plus forte intensité de main d'œuvre.

- Nous sommes le secteur dominant et croissant de l'économie nationale : les services marchands représentent 56% de la valeur ajoutée marchande de notre pays.
- Nos secteurs ont devant eux un potentiel de croissance incomparable.
- Nous portons la croissance et la montée en gamme des autres secteurs, ainsi que l'emploi de notre pays : plus 10 millions d'emplois, 80% de l'emploi créé aujourd'hui et demain.
- Nous sommes le creuset des nouvelles formes d'emplois, du marché du travail de demain et de l'intégration économique et sociale.
- Nous offrons la plus large palette de débouchés professionnels, pour tous les niveaux de compétences, de savoir-faire et de savoir-être, pour tous les niveaux de qualification.
- Nos atouts sont considérables : champions de rang mondial dans une très grande diversité de secteurs, « savoir vivre » à la française, « French tech », reconnaissance mondiale de nos compétences à forte valeur ajoutée et de nos talents d'innovation, ...

### ● Mais ces atouts ne garantissent pas pour autant notre réussite collective

- Les décideurs politiques, économiques, sociaux et la société française dans sa grande majorité mesurent mal la place de notre secteur et l'apport déterminant du service au développement de tous les autres secteurs.
- Il en résulte que l'environnement global régissant ou impactant l'activité économique et sociale (légalisation du travail, fiscalité, éducation et formation, ...), faute d'intégrer notre poids et nos réalités, bride et handicape nombre de nos activités comme celles des autres secteurs.
- Par ailleurs, nos entreprises ont à surmonter des mutations profondes et sont soumises à des forces disruptives inédites et irréversibles : impact du numérique, importation de la concurrence internationale sur le territoire même (ex. plateformes), ...
- Elles montrent des signes d'essoufflement : tassement inquiétant des échanges de services dans la balance commerciale, dégradation des marges dans de très nombreux secteurs, compétitivité-coût inférieure à celle de l'Allemagne, croissance de l'emploi dans les services inférieure à celle de nos grands voisins européens, crise des compétences et du financement sur des marchés de croissance stratégiques (ex. dépendance) ...

Ainsi, sans une prise de conscience collective de l'importance de notre valeur ajoutée sociale et économique, sans une adaptation intelligente et urgente du cadre global qui régit notre développement, sans une politique ambitieuse de développement nationale et de conquête internationale de nos grands marchés de croissance, **le prochain choc économique et social d'ampleur en France pourrait être celui de l'économie des services.**

**À partir de ces constats, le GPS souhaite offrir une lecture structurante de l'économie et les nombreuses clés pour aborder tous les enjeux de ce nouveau monde.**

## II Contribution programmatique des services au projet du Medef de demain

Les services proposent plusieurs points programmatiques qui dessinent des axes de refondation du MEDEF de demain, et invitent les candidats à la présidence du MEDEF à les intégrer à leur juste place dans leur programme.

- Considérant que le GPS est légitime à porter le message des professions de services.
- Considérant la place majeure du service dans notre modèle économique et social et sa contribution déterminante à l'emploi, sous toutes ses formes et pour tous.
- Considérant que le nouveau pacte social qu'imposent les nombreuses mutations en cours s'exprimera majoritairement dans nos activités massivement créatrices de richesse et d'emplois.
- Considérant l'importance majeure de la compétitivité des entreprises françaises de services dans un marché international chaque jour plus concurrentiel.
- Considérant que cette place ne s'exprime pas uniquement par le poids incontestable des seuls secteurs de service, mais par l'impact du service sur le développement, la croissance et l'avenir de tous les autres secteurs de notre pays (montée en gamme, valeur ajoutée, innovation, ...).
- Considérant le nouveau plan de réformes économiques et sociales engagé et la grande ambition proposée par le nouvel exécutif.
- Considérant les nombreuses inadaptations du cadre réglementaire économique, social, pédagogique (éducation, formation) à la réalité et aux besoins des entreprises de service, et les freins au développement qui en résultent.
- Considérant le déficit d'image et de compréhension des services dans la société française et ses incidences dommageables pour tous.
- Considérant enfin que le Medef, premier représentant des entreprises de France, est l'organisation la plus légitime à promouvoir la place des entreprises de services dans notre modèle national et à l'international.

### ■ En conséquence, les professions de services regroupées au sein du GPS, énoncent une ambition pour le Medef de demain

- **Le Medef de demain doit préserver et développer son statut d'acteur patronal de référence.** Il doit s'imposer comme une force de réflexion, de proposition et d'action centrale dans le débat public, dans tous les champs qui relèvent légitimement de la place et de l'avenir des entreprises et du devenir de notre société. Compte tenu de la convergence des mutations politiques, technologiques et sociales qui bouleversent profondément notre pays et le rôle de chaque acteur (corps intermédiaires en particulier), le Medef ne peut se cantonner à une position statique et défensive. Il doit se **repositionner en contributeur majeur du débat public** par une doctrine intégrant pleinement les services et portée par un volet d'initiatives innovantes, ambitieuses et dynamiques, **utile à la société dans son ensemble.**
- **Le Medef de demain doit faire sienne l'évidence Service,** l'intégrer à sa vision de la société et de l'économie, à sa stratégie, à son organisation, à ses moyens d'actions, à ses propositions. Il doit en être le promoteur et en faire la pédagogie au niveau national auprès des pouvoirs public, des organisations syndicales, ainsi qu'au niveau européen et international pour en tirer un avantage concurrentiel au bénéfice de toutes les entreprises et tous les secteurs de notre pays.

- **Les services soutiendront le candidat à la présidence du Medef qui portera ces ambitions et qui contribuera ainsi à la réussite de toutes les entreprises françaises.**

## 1 - Un Medef d'initiative dans le débat et l'action publique

- **Accueillir, dans le récit économique et social du Medef, la place déterminante des services**, leur impact majeur dans le développement de tous les autres secteurs et leur rôle central dans la création d'emplois. Partager cette lecture avec l'ensemble des partenaires politiques, patronaux et sociaux.
- **Identifier les grands marchés de croissance nationaux et internationaux**, qui sont massivement « serviciels », **promouvoir les atouts des entreprises françaises sur ces marchés de croissance** et contribuer à créer les conditions de leur réussite. En particulier, en matière de services aux collectivités publiques, créer les conditions d'une collaboration de confiance pour des services publics performants.
- **Considérant l'ampleur du marché des services européen, promouvoir les intérêts des entreprises de services françaises à cet échelon avec l'ambition de prendre le leadership des services en Europe** (lobbying, contribution à la rédaction de la norme européenne, communication, ...).
- **Etre à l'initiative d'une évolution du cadre réglementaire et législatif intégrant la réalité de toutes les entreprises de services** au bénéfice de tous les autres secteurs, en matière économique, fiscale, sociale, et dans les champs législatifs, réglementaire, des conventions paritaires ...
- **Dans le domaine du dialogue social et du paritarisme** en particulier :
  - Repenser le modèle de protection sociale et d'organisation du travail à l'aune de la place de nos entreprises dans l'économie et la création d'emplois. Nous invitons, à terme, à la refondation **d'un pacte social prenant pleinement en compte la réalité structurante du secteur des services, conciliant performance des entreprises et protection des salariés.**
  - A court terme, être à l'initiative d'une réforme ambitieuse et innovante du marché du travail centrée sur les nouvelles formes d'emplois et l'impact du numérique, pour réussir à arrimer le marché du travail du XX<sup>ème</sup> siècle à celui du XXI<sup>ème</sup> siècle.
- **Au regard des enjeux de développement économique, d'emploi et d'intégration, promouvoir la filière Services dans la cité** : école, université, monde académique, politique, média, ...
- **Se doter d'outils performants d'analyse et d'accompagnement pour appréhender finement l'ensemble des mutations économiques, sociales et technologiques** :
  - Inviter les pouvoirs publics à adapter les outils statistiques nationaux et européens pour une lecture plus objective de la réalité économique et sociale, particulièrement en matière d'échanges intra-européens.
  - Construire un observatoire de l'impact du numérique sur l'évolution des métiers et de l'emploi en s'appuyant sur la richesse des analyses de branche.

De manière générale, exploiter les propositions et recommandations portées par les services (Projet de Pacte services, positions sur les réformes ...).

## 2 - Le Mouvement de TOUTES les Entreprises de France

Le Medef doit être la voix de l'ensemble des secteurs et entreprises qui le composent et créer, pour mieux avancer ensemble, un équilibre représentatif du poids économique réel de chacun et non pas seulement du poids de leur financement de l'institution.

- **Considérant leur poids dans l'économie et au sein du Medef, donner aux services la place légitime dans la gouvernance, les décisions et les négociations**, en les reconnaissant comme une force structurée et contributive (mandats, représentation dans les collèges électoraux et instances, commissions, missions ...).
- **Créer les conditions d'une concertation interne et d'une prise de décisions éclairée sur les sujets stratégiques engageant le Medef et ses adhérents**, en développant des outils de diffusion et de collecte d'information entre le siège et tous les adhérents (fédérations et territoires) s'appuyant pleinement sur les nouvelles technologies.
- **Développer des outils d'analyse économique** (études, enquêtes, analyses d'impact des réformes, benchmarks européens et mondiaux...) qui intègrent les enjeux des activités de services, à l'instar de ce qui est fait pour d'autres grands secteurs. Entre autres, développer des outils permettant de mesurer l'impact « serviciel » sur tous les grands secteurs.
- **Initier/accompagner des actions de promotion et de valorisation des services à l'échelon local**, avec les Medef territoriaux.

---

## Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) est l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 27 fédérations de services et 21 grandes entreprises. Le secteur des services représente plus de 10 millions d'emplois et 46% de la valeur ajoutée du pays. Les services sont le moteur de la croissance et de l'emploi. Ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation, et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

### Les adhérents du GPS

**Les fédérations** : AACC • FBF • FEDENE • FEP • FIGEC • FESP • FFA • FFF • FFP • FNLV • FP2E • GNC • Prism'Emploi • SIST • SNARR • SNPA • SNRC • SNRTC • SORAP • SP2C • SYNTEC Etudes et Conseil • Fédération SYNTEC • TLF • UMIH • UNIMEV • UNSPIC • USP

**Les entreprises** : Acadomia • Accenture • Accor Hotels • Adecco • Atao • Aftral • B&B Hôtels • Edenred • Elixior • EY • ISS World France • JP Colonna • Klesia Assurances • Manpower • Mc Donald's • Phone Régie • Randstad • Sodexo • Synergie • Tourcom • Veolia

